

# AGIR AU LIEU D'ÉLIRE !

Campagne anti-électorale  
de la Fédération anarchiste

Supplément  
au Monde  
libertaire 1459



Les élections sont généralement considérées comme le moment démocratique par excellence, l'essence même de la participation des citoyens au pouvoir, l'expression de leur souveraineté. Et lorsque la déception face aux partis, sourds aux attentes de la population, fait douter de la pertinence du vote, le sentiment citoyen finit toujours par reprendre le dessus. Nombreux sont en effet ceux qui, lassés des politiques inégalitaires et antisociales constamment mises en oeuvre par les gouvernements successifs, n'ont plus l'espoir que le vote pourra amener un quelconque changement. Cependant, rabâché à l'extrême, le discours citoyen classique qui souligne l'importance du vote, véritable « devoir civique », conduit invariablement à mener le peuple aux urnes afin qu'il réaffirme sa soumission électorale. Et même ceux qui ont compris l'inefficacité totale du vote se persuadent bien souvent de son importance en évoquant le fait que l'élection constitue le dernier petit pouvoir qui leur reste, ou le fait qu'il s'agit, finalement, d'un droit chèrement acquis qu'il ne faut pas abandonner, sauf à faire le jeu des extrémistes qui ne manqueront pas, eux, d'en user.

## Histoire d'une usurpation

Mais le mythe du droit de vote comme une liberté chèrement conquise au fil des siècles doit être combattu, car en effet la réalité est presque inverse. Certes, l'on est passé d'une monarchie absolue à un système représentatif dans lequel les individus peuvent voter pour désigner leurs dirigeants, mais il est bien difficile de parler de la conquête d'un droit. Tout juste pourrait on parler de la concession progressive d'une bien maigre liberté. Car l'histoire de la constitution de l'Etat est celle de la confiscation par les dominants de la capacité de s'auto-organiser du peuple. L'histoire de

l'humanité est marquée par la volonté de quelques uns de s'imposer sur tous les autres. Parce qu'elle faisait usage de sa force au détriment de tous, une minorité d'individus a gagné du pouvoir à travers les siècles. Qu'était le système féodal si ce n'est le droit du plus fort à commander, sous prétexte qu'il pouvait protéger la population tout autant que la détruire ? Partout, localement, des seigneurs se sont imposés et ont maintenu dans leur dépendance des habitants qui ne demandaient qu'à vivre simplement leur vie et jouir paisiblement de leur travail. Et la construction de l'Etat est le résultat des guerres de conquête qui ont permis à un seigneur devenant roi de monopoliser le pouvoir qu'il confisquait aux autres seigneurs. Des territoires de plus en plus larges ont été ainsi conquis par une même personne, qui a centralisé les capacités de répression et prélevé l'impôt afin de maintenir son armée, destinée à garder le peuple docile et à permettre d'autres conquêtes. C'était l'apparition de la monarchie ou le pouvoir d'un seul. Ainsi, concentrant le pouvoir des seigneurs vaincus, le roi s'est approprié et a unifié la domination de toutes les populations locales. Déjà privés de la possibilité de gérer eux-mêmes leurs affaires, les individus ont alors en outre vu le centre de décision s'éloigner d'eux, au profit d'un souverain qui a légitimé sa domination en affirmant en tenir le droit de Dieu lui-même. Et dans leur volonté de puissance, les rois successifs ont cherché à unifier le territoire, imposer une langue et une culture officielle, la leur, mouvement qui s'est amplifié en France après la révolution de 1789.

## Le droit de vote ou le pain et les jeux du cirque

Les révolutions qu'a connues notre pays ont eu pour effet de progressivement mettre en place le droit de vote des citoyens, mais cette mise en place est le résultat de l'action des dirigeants eux-mêmes : lorsque la religion a faibli, que les christianismes se sont multipliés, il devenait trop difficile de justifier la royauté de droit Divin. Il fallait inventer la souveraineté du peuple, artifice consistant à dire que le pouvoir était l'expression



de la volonté des citoyens et qu'il n'existait que par eux. Dès lors, il semblait difficile de ne pas permettre à certains citoyens de voter périodiquement pour exercer leur souveraineté. Au fil du temps, les masses devenant de plus en plus instruites, le droit de vote a été élargi, avec parcimonie, et depuis peu (1944 seulement en France), tout homme et toute femme majeur-e peut participer aux consultations organisées par le pouvoir. Mais l'octroi progressif du droit de vote n'a été qu'un moyen pour les gouvernants de domestiquer les foules en cachant l'honteuse appropriation dont leur pouvoir est issu. Totalemment illégitime d'un point de vue historique et moral, parce qu'issu de la loi du plus fort, le pouvoir, après s'être auto-légitimé par la religion, s'auto-légitime maintenant par les élections.

### **Agir au lieu d'élire**

Participer aux consultations électorales ne signifie donc en réalité qu'accepter ce système, montrer et renouveler sa croyance en la légitimité d'un pouvoir que jamais nous n'avons mis en place. Car loin d'être l'expression de la volonté populaire, le

gouvernement est le résultat de la dépossession du peuple de sa capacité de régler lui-même son existence. Les rois et autres gouvernants successifs ont étendu leur domination à des territoires si vastes qu'il nous paraît aujourd'hui impossible de les gérer autrement que par des représentants ; c'est parce que nous avons oublié qu'avant la monopolisation du pouvoir, c'est localement que les gens s'organisaient, car leur travail, leur voisinage, leur commune constituaient l'essentiel de leur vie, comme c'est finalement toujours le cas pour nous. Désormais, la plupart des gens ne parviennent plus à envisager de se passer de dirigeants ; la complexité et le gigantisme de la société nous dépassent. Mais il ne faut pas s'arrêter à la déresponsabilisation à laquelle mène la représentation : admettre les chefs, c'est accepter la soumission et oublier que personne n'est mieux placé que nous pour gérer notre propre vie. Confier tout pouvoir à des dirigeants pour cinq ans, c'est nous dessaisir de nos affaires, oublier nos responsabilités en mettant notre existence entre les mains d'inconnus qui jamais ne chercheront à nous connaître ni à se préoccuper

de nos besoins. Peut-être qu'une nation entière, dans toute son étendue, ne peut être gérée par ces citoyens eux-mêmes ; c'est la raison pour laquelle il nous faut repenser notre organisation et relocaliser les prises de décision. C'est le seul moyen par lequel nous nous réapproprierons notre propre existence, la seule façon de remettre à l'endroit un système qui fonctionne à l'envers, où le peuple « souverain » est dominé, déresponsabilisé et, finalement, oublié par des dirigeants qui, arrivés au pouvoir, n'ont plus en tête que de faire marcher l'économie tout en conservant leur position d'influence. Car qu'ils soient de gauche ou de droite, les partis, parce qu'ils acceptent l'existence du pouvoir, parce qu'ils cherchent à le conquérir et à l'utiliser pour gérer la société, ne font que faire perdurer des structures de domination qui ravalent l'individu au rang d'objet à administrer. Les élections ne serviront jamais à redonner au peuple la capacité de décider. Plutôt qu'élire, il faut donc plus que jamais agir.

*Simon - groupe Louise Michel*



## **L'autogestion, un antidote au parlementarisme**

Si le mot « autogestion » n'est arrivé que tardivement dans notre vocabulaire, il recouvre pourtant une histoire riche et ancienne et représente un ensemble de pratiques populaires actuelles et d'horizons culturels bien différents. Le mot qui signifie littéralement « gestion par soi-même » a surtout circulé dans les années 60. Il désigne des formes d'organisation, souvent à grande échelle, dont l'objectif est de permettre à des travailleurs, des usagers, des consommateurs, ou n'importe quel autre groupe social, de s'organiser eux-mêmes pour gérer directement : production, consommation, biens ou services en commun, habitat, luttes sociales... Des travailleurs redémarrent l'entreprise abandonnée par les patrons, des consommateurs se rassemblent et créent une coopérative de produits alimentaires, des citoyens se regroupent et se mettent en relation directe avec un agriculteur, des parents créent une association pour ouvrir une crèche parentale ou une école associative, des habitants créent une association de quartier... L'autogestion trouve la place qu'on lui accorde.

Il n'existe aucun modèle d'autogestion, ce qui est un signe de profond plu-

ralisme. Mais ses caractéristiques sont de conjuguer démocratie directe, refus des rapports hiérarchiques, recherche de l'égalité économique et sociale, partage des savoirs et des responsabilités voire des biens, autonomie et transparence des décisions. L'autogestion est à la fois un outil d'organisation et une éthique, un but à atteindre et la méthode employée pour y parvenir.

En partant de la Commune de Paris de 1871 où les Parisien-nes insurgé-es et assiégé-es s'approprient et organisent la vie quotidienne dans la capitale, en passant par les épisodes révolutionnaires et les insurrections populaires de divers pays dont l'Espagne et son formidable mouvement autogestionnaire de 1936 à 1939... en arrivant aujourd'hui aux entreprises sans patrons d'Argentine et d'ailleurs... les aspirations les plus profondes pour s'émanciper se sont souvent exprimées à travers des épisodes autogestionnaires.

### **L'autogestion, comment ?**

L'autogestion, organisée sur un plan fédéral (communal, régional, par branche d'activités...) est une proposition d'organisation, où personne -homme ou femme, français ou non, salarié ou chômeur...- n'est écarté. Elle part d'une démarche simple qui est de rassembler des personnes concernées par un centre d'intérêt et qui souhaitent produire leurs modes de décision, contrôler leur expression, leurs revendications, sans récupérations. Elle n'empêche pas la délégation mais la contrôle strictement : rotation des fonctions, transparence et accès aux informations, contrôle de l'application des décisions, assemblées souveraines, refus de professionnaliser la fonction de représentant...

Cette proposition autogestionnaire trouve déjà un écho concret et quotidien si l'on songe aux dizaines de milliers d'associations en France, aux centaines d'entreprises coopératives, aux systèmes d'échanges locaux (SEL), aux coopératives de consommateurs (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, coops bios...), aux comités de lutte (sans papiers, mouvements contre le CPE...)... Ces formes d'autogestion partielle sont autant d'affirmations de nos capacités et de nos désirs à décider nous mêmes, voire à gérer directement tout ou partie de la société.

## L'autogestion, pourquoi ?

La démocratie parlementaire repose sur une prétendue égalité des droits qui fait bon ménage avec l'injustice sociale; son fonctionnement repose sur une délégation des pouvoirs vers les élu-es. Nous n'avons aucun moyen de contrôler voire révoquer ces carriéristes de la politique qui défendent trop souvent des intérêts qui ne sont pas les nôtres (financements occultes, détournements de biens publics, privatisations des services publics, lois anti sociales, soumission à l'oligarchie capitaliste...). En démocratie parlementaire, il y a bien un clivage entre riche et pauvre, entre élu et électeur.

Pendant que les trahisons, l'exploitation, l'injustice de classe, le racisme, l'expression brutale du Pouvoir... sont légitimées par ces élites, qu'elles soient politiques, patronales ou économiques, l'autogestion propose à tous un formidable antidote collectif qui peut permettre une émancipation de ces tutelles. La réappropriation de nos outils de travail, de notre cadre de vie, de nos méthodes de lutte collective, de nos modes de décision... sont un apprentissage quotidien



vers l'autonomie et la liberté, contre le capital et les politiciens, qu'ils soient fascistes ou d'extrême gauche. Quand nous nous regroupons et que nous trouvons les moyens d'exprimer nous-mêmes l'injustice, les politicards ne servent plus à rien.

Pour les anarchistes, l'autogestion généralisée, que nous qualifions de «libertaire» (c'est à dire associée aux valeurs d'égalité, d'entraide, d'émancipation politique et économique), est le plus sûr chemin vers la responsabilisation et l'intérêt collectif, la démocratie directe, l'abolition du patronat, à la recherche d'une cohésion sociale qui échappe aux règles capitalistes de la concurrence et aux lois autoritaires d'organismes pourtant censés nous représenter.

Si nous appelons à s'abstenir aux élections, c'est parce que nous pensons que les systèmes de représentation parlementaire ne sont pas émancipés du capital, et pérennisent un système politique qui s'est délégitimé. Notre proposition alternative est une société d'égaux où chacun-e doit avoir le droit de s'associer aux autres, pour participer, décider, et mandater - autrement qu'avec un bulletin de vote, tous les cinq ans - des représentants qui doivent rendre compte devant leurs mandataires. Si nous nous abstenons, c'est que nous assumons nos responsabilités en appelant à ne pas se reposer sur le personnel politique ; c'est surtout pour appeler à construire quotidiennement l'autogestion, depuis nos lieux de travail jusque dans nos quartiers ou associations. C'est un plus sûr chemin vers la liberté que la dépendance aux politiciens offerte par la représentation parlementaire !

Daniel - groupe Gard Vaucluse

## L'écologie est-elle soluble dans les élections ?

Le bilan écologique, tant dans les pays industrialisés, que dans les pays pauvres, s'avère particulièrement mal en point. Il semble y avoir accord unanime sur cette question. C'est la résolution du problème qui soulève des divergences profondes et c'est un euphémisme.

L'effet de serre s'affirme de plus en plus, les ressources en eau et en énergies fossiles s'épuisent, la fertilité des sols diminue sous l'effet des produits chimiques... conjugués à cela, s'ajoute l'augmentation de la population mondiale. Il y a comme une impasse !

### Le risque de la barbarie

Le capitalisme, système mondialisé, pour pouvoir survivre, se contraint à produire toujours plus. et donc à accroître les problèmes. Ses partisans, les libéraux de tous bords, des plus durs aux plus flexibles, qui ne peuvent se résoudre au partage des richesses, vont pourtant avoir à sortir de ce cul-de-sac. L'innovation technologique est une fuite en avant qui ne pourra au mieux que décaler à brève échéance le problème. La décroissance, c'est-à-dire la réduction de la consommation d'énergies fossiles, d'eau et de matières premières, n'est ainsi pas une question idéologique mais une nécessité. Sur quels facteurs vont-ils agir : imposer des quotas à la population (ex : droit de se chauffer l'hiver à minima) ? Limiter l'accès à l'eau potable ? Souiller des régions entières par des déchets industriels ? Entretenir des foyers de

guerre pour limiter le nombre d'individus ? ... étant entendu, que les classes dirigeantes ne remettront pas en cause leur propre niveau de vie, car elles, selon leurs critères, elles le méritent ! ... Plusieurs scénarios sont possibles qu'on peut réduire à un mot : l'éco-fascisme !

### Des atouts de la simplicité volontaire...

Un autre courant de pensée, avec lequel nous avons des affinités, met en avant la simplicité volontaire. Effectivement, les anarchistes ont toujours été sensibles à l'action individuelle. " La propagande par le fait " aujourd'hui, c'est, entre autres, consommer différemment. Même si ce n'est pas toujours possible, il s'agit de privilégier l'alimentation biologique et végétale, les producteurs locaux, la circulation en transport en commun ou à vélo, la pratique du compost à partir des déchets alimentaires, ce qui permet d'alléger de 30 % les poubelles des foyers et favorise le tri des autres déchets pour leur recyclage éventuel... Il existe mille et un autres trucs pour réduire son impact écologique. Pour cela, il n'est point besoin d'attendre que la ou le bon-ne candidat-e soit élu-e ! C'est aussi tenir une certaine cohérence avec un discours écologiste. Faire des choix dans sa consommation revient ainsi à pratiquer le boycott, qui, on l'oublie trop souvent, est une arme préconisée par le syndicalisme révolutionnaire, aux côtés du sabotage et surtout de la grève générale. Et selon le principe des petits ruisseaux faisant les grandes rivières, l'accumulation de ces changements individuels, si elle témoigne d'une évolution culturelle de la population, aura un certain poids économique.

### ... à ses limites

Mais, il ne s'agit pas de se leurrer non plus sur la portée de cet impact, de cet engagement. Les secteurs parmi les plus dévoreurs d'énergie et les plus polluants sont l'agriculture industrielle, le complexe militaro industriel, les transports et chacun d'entre nous est isolé face à cela : que peut-on faire face à la cherté du train par exemple ? Sa gratuité, donc une autre répartition des coûts, implique des décisions collectives, politiques. Que ce soit la question de l'énergie, des pratiques agricoles, c'est bien toute l'organisation sociale qui est à repenser.

Pour cela, faut-il s'emparer des rênes de l'Etat ? Faut-il siéger au Parlement pour prendre les bonnes lois ? Beaucoup de progressistes y ont cru et y croient encore. L'Histoire de la social-démocratie au pouvoir est pourtant révélatrice : il n'y a pas eu de changements dans les rapports sociaux. Les fameux " acquis " ont été conquis de hautes luttes, par la grève et la manifestation, face à des gouvernements de droite ou de gauche, et non concédés par des gentils ministres soucieux des classes populaires.

### Ils rêvaient de changer le système, c'est le système qui les a changés

Les écologistes au pouvoir ont fait comme les socialistes : ils rêvaient de changer le système de l'intérieur, c'est le système qui les a changés. Les socialistes de tous pays se sont réconciliés avec l'entreprise, c'est-à-dire avec le capitalisme. Une ministre Verte (Voynet) a pu aller jusqu'à signer un décret d'enfouissement de déchets radioactifs entre autres compromissions. Faut-il s'en étonner ? Pouvait-elle faire autrement ?

Certes, la solidarité gouvernementale et donc l'abandon de sa particularité "écologiste" faisait loi. Mais, si on se livre à une réflexion sur ce que ce sont réellement les institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise, et non sur ce qu'elles prétendent être, on s'aperçoit qu'elles sont au service des intérêts du monde de l'économie : légalisation des extensions d'élevages intensifs pourtant hors normes, budgets de recherche, développement des services publics après guerre quand les entreprises étaient trop faibles pour avoir leurs propres infrastructures, privatisation et bradage des secteurs rentables de ces mêmes services publics maintenant que l'intérêt privé capitaliste dispose des moyens pour prendre le relais...

Quand on est au gouvernement ou au Parlement : comment modifier les pratiques agricoles face aux lobbies ? Comment démanteler le complexe militaro industriel ? Comment re-collectiviser la gestion de l'eau et des déchets ? Comment revoir la politique des transports face aux pérorateurs et aux constructeurs automobiles ? Comment rénover les logements face aux propriétaires privés ? Ainsi, le projet de Loi sur l'eau de la ministre de l'écologie, Dominique Voynet, pourtant ambitieux à son origine, s'est littéralement asséché après le moulinage des lobbies et le recadrage des parlementaires et ministres de l'Ecologie successifs.

L'écueil est patent et conforme à la constitution des institutions en milieu capitaliste.

## Y croire encore ?

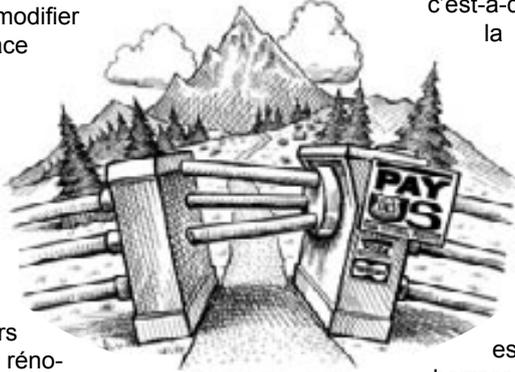
Il se trouve qu'une partie de la gauche de la gauche, écologiste engagée, n'est pas loin de partager cette analyse. Pourtant, cette mouvance s'évertue à vouloir présenter un-e candidat-e, beaucoup sans illusions certes, mais au motif de faire connaître les idées antilibérales et de décroissance en utilisant les outils du système. Or, une campagne électorale, spécialement présidentielle, outre qu'elle sollicite la signature de 500 élus locaux, coûte très cher. Pour espérer rentrer dans ses frais, il importe de recueillir au minimum 5 % des voix. Donc, il faut que les gens qui y croient votent pour ce ou cette candidat-e anti système, en quelque sorte légitiment le système de la délégation de pouvoir sans contrôle et le passage dans les mass-médias officiels comme lieux de débats sincères : soutenir le système alors qu'on est anti-système ? N'est-ce pas un peu schizophrène ?

De deux choses, l'une : ou les institutions capitalistes sont vérolées et donc à détruire

ou elles sont acceptables ? Soit l'on accepte ses règles et on attend son tour, soit on dénonce sans relâche l'illusion de changer les choses par la voie électorale. Laquelle voie, avec toute l'énergie dépensée à présenter un ou une candidat-e, à être comme les autres, contredit le discours sur l'action directe, extra parlementaire, et risque d'encourager au contraire à l'attente du sauveur, à la résignation et à l'apathie.

## Alors, on fait quoi ?

Aussi, le combat à mener est, selon nous, double. Il s'agit d'abord d'un combat culturel : changer les mentalités et les pratiques par l'exemple et l'information juste, au sein de la population, sans élitisme. Ensuite, y a-t-il une autre voie que reprendre en main l'économie : c'est-à-dire en finir avec



la propriété privée des moyens de production et de distribution ? C'est seulement si l'outil de production est aux mains de la population, s'il est autogéré, débarrassé de la logique de

profit, que le circuit économique pourra prendre en compte les facteurs écologistes, être relocalisé, car tel sera l'intérêt des individus. Pour en arriver là, il faut susciter le désir du changement auprès de la classe laborieuse ou qui chôme car elle est la plus nombreuse, en finir avec l'aliénation à la marchandise dernier cri.

Seuls, l'action directe des individus (comme le fauchage volontaire de champs d'OGM ou la grève...), leur coordination par le biais du mandatement révocable, le refus des privilèges, l'impossibilité de l'enrichissement personnel par accumulation de biens, sont à même de nous faire sortir de l'impasse écologique et sociale dans laquelle l'Etat, le capitalisme et la facilité nous ont mis. C'est d'un changement de civilisation dont nous avons besoin, la réappropriation de la chose publique, de la politique par les individus eux-mêmes, c'est-à-dire une nouvelle éthique d'organisation.

Le refus de la délégation sans contrôle, sans débats initiaux, donc l'abstention aux élections parlementaires et étatiques sont un pas. Il n'est pas négligeable de priver les acteurs et actrices du système de la légitimité dans laquelle ils/elles se drapent, grâce à nos voix. Et si l'on veut que les individus puissent réellement choisir et agir, l'égalité économique et sociale est incontournable. L'égalité sociale c'est reconnaître à chaque individu, quelque soit son origine ou son sexe, qu'il/elle soit ap-

prenti-e ou ingénieur-e, aide-soignant-e ou chirurgien par exemple, le même droit aux richesses sociales et à la prise de décision pour ce qui les concerne. Il faut briser la hiérarchie du métier, constitutive aussi des classes sociales. Il faut s'affranchir des préjugés de classe et revoir l'éducation, y compris de soi-même, à la responsabilité écologique et sociale. Cela implique la transparence dans les informations, d'avoir du temps pour étudier les problèmes et en discuter. C'est une révolution dans le travail qu'il faut : quoi produire ? Quel impact social (quantité et pénibilité du travail nécessaire...) et écologique il en résulte (ressources consommées, pollution générée...) ? Pour ne pas être refusée massivement et pour espérer réussir, la décroissance ne peut être qu'associée au partage des richesses et des décisions.

## Croissez et multipliez ?

Pour 2050, la population est estimée à 9 milliards d'individus ! 50 % de plus qu'aujourd'hui ! La question démographique demeure taboue mais il faudra visiblement rompre avec les politiques pro-natalistes, donc s'affranchir des préjugés religieux et patriotiques. La belle formule de "la maternité consciente" revendiquée par les féministes trouve une alliée de choix avec la décroissance. Pour différentes raisons, nous sommes même plusieurs à aller jusqu'à pratiquer l'abstention... d'enfanter, à ne pas confondre avec l'abstinence !

## Le pari libertaire

La tâche, pour immense et complexe qu'elle paraisse, est incontournable et incompatible avec simplement un changement de personnel au gouvernement. Mais elle est aussi stimulante. Que les humains soient capables de s'autogouverner, tel est le pari libertaire : un pari sur la responsabilité.

Alors l'écologie est-elle soluble dans les élections ?

Je crois que ce qui précède en a fait le procès. Si l'on veut rompre avec les pratiques actuelles, commençons par ne plus signer de chèque en blanc à un quelconque individu, à lui confier du pouvoir, car il en abusera. Le problème n'est pas que tel ou telle soit aux manettes du char de l'Etat, car c'est d'un véhicule propre, autogéré et pacifique dont l'Humanité a besoin. L'Etat à terre : place à la libre association des individus, des communes et des régions, c'est-à-dire à la liberté ; et, simultanément, place au véritable socialisme, à chacun-e selon ses besoins, c'est-à-dire à l'égalité et à l'entraide. Pourquoi jouer à faire des ronds dans la piscine électorale, alors qu'il y a la mer à côté ?

Stef@ (Lorient)